

## Economie

De Sarkozy  
au groupe Atos,  
le jeu risqué  
de David Layani

PAGE 17

# ÉCONOMIE & ENTREPRISE

## De Sarkozy au groupe Atos, le jeu risqué de David Layani

L'ambitieux patron de la société de services numériques Onepoint rêve de se faire un nom dans le capitalisme français. Il est mis en examen dans l'une des affaires concernant l'ancien président de la République

## PORTRAIT

Ce 17 juin 2019, un aréopage hétéroclite se presse dans les jardins de l'hôtel de Cassini, au cœur du quartier des ministères, à Paris. On y voit des ministres, comme Gérard Darmanin et l'ancienne secrétaire d'Etat à la transition écologique Brune Poirson; la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo; l'ancien ministre et député François Baroin; l'écrivain Jacques Attali; le PDG du groupe de casinos Barrière, Dominique Desseigne; l'ancienne Miss France Sylvie Tellier, et... Nicolas Sarkozy, venu, ce jour-là, en guest-star, pour remettre l'ordre national du Mérite à David Layani, fondateur de l'entreprise de services numériques Onepoint.

Décoré par le ministre de l'inté-

rieur, Gérard Darmanin, son ami depuis 2017, David Layani a insisté pour que ce soit l'ancien président de la République qui lui remette le ruban bleu. Les deux hommes ont été présentés, en 2012, par Salima Saa, jeune sarkozyste engagée dans l'équipe de campagne lors de la présidentielle. Le profil atypique de ce patron qui a quitté le lycée après la 1<sup>re</sup> et qui semble n'avoir peur de rien ne pouvait que plaire à Nicolas Sarkozy. «*Voilà un jeune qui a de l'ambition*», déclare l'ancien président devant les 500 invités.

David Layani n'a pas de l'ambition, il déborde d'ambition. Né à Paris en 1979, il crée Onepoint à 22 ans, après une expérience de commercial dans l'entreprise informatique américaine EMC. Vingt ans plus tard, avec un peu plus de 3300 salariés, sa société fi-

gure dans le top 10 français des services numériques. Mais cela ne lui suffit pas. Cet entrepreneur culotté s'est mis en tête d'acheter Eviden, l'activité de services numériques du numéro deux français de l'informatique, Atos. Il a acquis 9,9 % du capital, début novembre, s'invitant ainsi à la table des négociations aux côtés de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretnsky, intéressé pour sa part par Tech Foundations, l'autre moitié d'Atos. Une revanche éclatante pour celui qui avait été sèchement renvoyé à jouer dans sa cour, il y a un an, par la direction du groupe d'informatique car jugé trop petit.

Onepoint réalise dix fois moins de chiffre d'affaires qu'Eviden (500 millions d'euros, contre 5 milliards), mais David Layani ne voit pas l'impossible. Des acquisitions, il en a déjà réalisé une dou-





zaine et il a obtenu, début novembre, l'appui du fonds américain Carlyle, prêt à lui prêter 500 millions d'euros dans l'aventure. David Layani, qui s'appuie sur les meilleurs banquiers ou avocats d'affaires, a aussi montré qu'il commence à compter dans le capitalisme parisien. Son influence auprès d'Alexandre Barrière lors du putsch orchestré contre son père Dominique Desseigne, en avril, lui a servi d'épreuve du feu.

Pour l'entrepreneur, le problème n'est donc pas la taille : c'est juste une question de méthode. Des tables de poker qu'il fréquentait à un bon niveau européen, même après la création de Onepoint, cet intuitif a appris que, pour gagner, il faut réduire au maximum la part de hasard. Et bluffer parfois. «*David a compris que la visibilité de la marque Onepoint pouvait lui donner plus de poids qu'il n'en a réellement*», résume une de ses connaissances, sous couvert d'anonymat.

En 2016, il déménage son entreprise dans un immeuble de 4 000 mètres carrés, rue des Sablons, en plein 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Décorés dans l'esprit start-up, ces bureaux sont la plus belle carte de visite pour recruter salariés, clients et faire parler de lui. C'est Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, rencontré par David Layani en 2015 à l'occasion d'un voyage protocolaire en Israël, qui inaugure le siège. Nicolas Sarkozy y passe une tête en 2018, Brigitte Macron en 2020.

Depuis, David Layani multiplie les adresses de prestige : avenue d'Eylau, toujours dans le 16<sup>e</sup> ; à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), dans la maison du compositeur Darius Milhaud ; à Rennes, dans l'hôtel d'Artillerie ; ou à Nantes, dans une ancienne ferblanterie du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour ces deux opérations, David Layani a investi à titre personnel dans les murs. Une façon aussi de suivre le modèle de Patrick Drahi, propriétaire des locaux loués à son

groupe Altice (SFR, BFM-TV) dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui, lors de leur inauguration en 2018, lui a amicalement conseillé de penser à assurer financièrement ses arrières.

#### Revanche sociale

David Layani dit ne pas courir après l'argent, mais montre qu'il en a, comme pour afficher son appartenance à ce nouveau monde. Cavalier et amateur de polo, il a créé cet été une écurie de pur-sang confiés à l'entraîneur star de Deauville, Jean-Claude Rouget. Son appartement, un duplex de 450 mètres carrés proche du Trocadéro figure dans les magazines de décoration internationaux.

Né dans une famille de musiciens – son père est bassiste et son oncle, Gérard, est connu pour avoir composé, notamment, *Requiem pour un fou* pour Johnny Hallyday –, David Layani ne chante pas, mais il a hérité de sa mère, Evelyne, dont la société ELO organise des mariages somptueux, un vrai sens de l'hospitalité. Sous le plafond spectaculaire de la salle à manger de son duplex, il organise les vendredis soir des dîners où se mêlent journalistes – Jean-Pierre Elkabbach, mort le 3 octobre, y venait souvent –, intellectuels – comme l'avocat, écrivain et académicien François Sureau – ou politiques. Un convive se souvient d'un interminable tour de chant de Géraud Darmain, fan absolu de Boby Lapointe.

«*Si ça continue, pour faire comme les grands industriels, il va s'offrir un journal*», prédit l'une de ses connaissances. Il a d'ailleurs été approché, début 2023, pour reprendre *VSD*. Mais l'affaire ne s'est pas faite. David Layani préfère investir dans l'audiovisuel : sa société de production, Place du marché, a financé *Sœurs d'armes* (2019), le film de Caroline Fourest, et, cette année, la série *Antigang*.

Beaucoup décèlent dans cette envie de briller un sentiment de revanche sociale. «*Trop souvent,*

*dans nos sociétés, quand on n'est pas né à la bonne table, on a l'impression de ne pas être invité au banquet républicain*», admettait David Layani, dans son discours de remise de l'ordre du Mérite. Lui qui, plus jeune, se serait bien vu ministre s'offre avec Onepoint la place républicaine qu'il aurait aimé gagner avec la politique.

«*Il a une carrière politique latente et il considère qu'être engagé fait partie du job d'un entrepreneur moderne*», défend Thierry Saussez, ancien communicant de Nicolas Sarkozy, qui a travaillé à faire connaître David Layani en lui organisant déjeuners et conférences. C'est lui qui a fait venir Bruno Le Maire, ministre de l'économie, à l'inauguration, en juin, des bureaux de l'avenue d'Eylau, en compagnie des anciens ministres Luc Ferry et Jean-François Copé. Ce dernier est un familier des lieux : son frère, Jean-Fabrice, s'occupe de la stratégie de Onepoint.

La société est un repaire de « naufragés » de l'ex-UMP. Parmi les associés de David Layani, on trouve Laurent Sorbier, ancien conseiller du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, Marina Villalonga, ex-attachée de presse d'Eric Ciotti au conseil général des Alpes-Maritimes, ou Vincent Chriqui, maire de Bourgoin-Jallieu, qui a dirigé la campagne de François Fillon en 2017. Jean Spiri, proche de Xavier Bertrand et éphémère directeur de cabinet de Brigitte Macron, a travaillé chez Onepoint entre 2015 et 2020.

#### Mauvaise publicité

Cette «*façon de faire du business à l'ancienne*», comme le résume un patron, étonne. N'est-ce pas un écran de fumée, alors que Onepoint garde le secret sur ses comptes ? «*Pensez-vous qu'un investisseur comme Carlyle lui aurait prêté 500 millions d'euros les yeux fermés*», balaie un proche du groupe. Quant à ceux qui pensent que ce réseau d'influence sert les affaires de Onepoint auprès des ministères





res ou des collectivités locales, David Layani a vite fait de leur rappeler que la politique lui a apporté plus d'ennuis que de bénéfices.

Depuis octobre 2021, il est mis en examen dans l'un des volets du dossier des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 : 72 000 euros d'honoraires payés par David Layani à Bestimage, l'agence de relations publiques de Mimi Marchand, auraient servi à financer, en novembre 2020, la fausse rétractation de l'accusateur Ziad Takieddine. L'affaire vaut, depuis le 6 octobre, une nouvelle mise en examen à l'ancien président de la République.

L'entrepreneur se défend, assure ne pas avoir eu connaissance, à l'époque, de l'usage final de cet argent, mais le mal est fait. Très investi dans la construction de son image, David Layani doit composer avec cette mauvaise publicité. La direction générale de l'armement, soucieuse de la réputation de ses fournisseurs, fait désormais preuve de plus de prudence à l'égard du groupe, même si Onepoint continue d'exécuter ses contrats avec la défense. Et les conseils de Onepoint ont dû répondre aux multiples questions de Carlyle.

Aujourd'hui, David Layani a pris ses distances avec Nicolas Sarkozy et se concentre à 100 % sur Atos. Quelle que soit l'issue de la procédure, il pense avoir déjà payé avec sa condamnation médiatique. Mais il ne peut s'empêcher de se demander, parfois, si c'était une si bonne idée de l'avoir invité le 17 juin 2019. ■

OLIVIER PINAUD

## L'entrepreneur culotté s'est mis en tête d'acheter Eviden, l'activité de services numériques d'Atos

